

Pornographie : la protection des mineurs affaiblie !

Article rédigé par *Salon Beige*, le 10 février 2017

Ils ne pensent qu'à ça. Alors qu'un [décret](#) du ministre de l'inculture vient de décider que les actes sexuels non simulés au cinéma ne seront pas systématiquement interdits aux mineurs, le Parlement de l'UE affaiblit la protection des jeunes sur le même sujet.

Mercredi, une [conférence](#) concernant l'exposition des enfants à la pornographie a eu lieu au Parlement européen, pour soulever l'attention sur cette question concernant les parents et les familles en Europe. A cette occasion, **la FAFCE a lancé un appel aux députés européens pour leur demander d'améliorer la législation de l'UE dans ce domaine.** [L'appel \(en anglais\) est consultable en ligne et ouvert aux autres ONG.](#)

Le Parlement européen discute actuellement de la révision de la [Directive sur les services audiovisuels et média](#), dans le but de l'adapter à l'univers numérique. Il est nécessaire d'actualiser la directive en raison des nouveaux défis imposés par le développement constant de la télévision, services à la demande et plateformes de partage vidéo. **Toutefois, la protection des mineurs de contenus malveillants n'est pas adaptée. Au contraire, cette protection est sérieusement affaiblie dans la proposition actuelle du Parlement européen.**

La FAFCE est profondément inquiète de voir que l'interdiction de **la pornographie et la violence gratuite dans la directive actuelle est annulée par une proposition de la Commission européenne.** Nous demandons au Parlement européen de réinstaurer et amplifier la protection du développement physique, moral et mental des services à la demande et plateformes de partage vidéos. Comme l'a souligné en [décembre](#) dernier le président de la FAFCE, Antoine Renard :

« La révision de cette Directive peut être l'occasion de renforcer ces moyens en reconnaissant les effets négatifs des contenus malveillants sur les enfants, les familles et la société ».

Source : Salon Beige